

Agriculture — Présentation d'une étude à l'Assemblée nationale.

Des producteurs en avocat des pesticides

«Je suis fatiguée de vivre dans une société où on fait peur aux gens tous les jours. Je suis fier de faire ce que je fais, fier de mes produits.» Bernard Géry, producteur de salades en Loire-Atlantique, aimerait qu'on cesse de crier haro sur les pesticides.

Selon le collectif, le retrait d'un désherbant pour la culture de la mâche impliquerait une hausse de 30% du prix de revient, à cause du recours à un tri manuel.

Porte-parole du collectif Sauvons les fruits et légumes de France, qui regroupe une cinquantaine de responsables professionnels du secteur, il était accueilli hier à l'Assemblée nationale par le «groupe d'étude sur les fruits et légumes» pour présenter une étude sur l'impact de la réduction des produits phytosanitaires. L'objectif: réhabiliter leur usage.

Car le contexte ne leur est pas favorable. La loi Grenelle a fixé pour objectif de réduire de moitié les usages de pesticides en dix ans. Et l'Inserm, dans une récente étude, a mis en lumière l'implication possible de certains d'entre eux sur plusieurs cancers (tout en re-

connaissant «des données aujourd'hui trop parcellaires») et recommandé une réduction de l'exposition aux pesticides. Or, le collectif souligne que «si la France et l'Europe se sont engagées dans une réduction drastique des pesticides, les maladies et parasites qui attaquent les cultures n'ont pas pour autant disparu».

Son étude tente donc d'illustrer, pour dix-huit productions, l'impact sur les cultures et les coûts. Pour la mâche, par exemple, le retrait d'un désherbant impliquerait une hausse de 30% du prix de revient, à cause du re-

cours à un tri manuel. Pour la pomme, c'est une augmentation de 1.800 euros des charges par hectare qui est évoquée. Défendant «la spécificité de la filière», le collectif demande un moratoire sur les mesures de réduction des pesticides afin de «prendre le temps de regarder la problématique en partant des cultures». Et souhaite pouvoir, en attendant, continuer d'utiliser certains produits. Un membre du collectif dégage un dernier exemple pour conclure: «On ne saura plus faire de framboises en France si la molécule qu'on utilise disparaît. Les solutions alternatives existent sans doute mais elles ne sont pas prêtes.»

— GUILLAUME LAUNAY